



anarchisme et non-violence

numéro 4

AVRIL 1966



- révolutionnaires ! 2

- jalons, 4

- évolution, révolution
ou éducation, 9

- informations objec-
teurs, 12

- méthode d'action di-
recte : la manifesta-
tion, 14

- frantz fanon : la dé-
colonisation dans la
violence, 24

- tâches de l'action di-
recte, 30

- courrier, 34

- correspondants locaux,
36

- quelques données fon-
damentales

SOMMAIRE

RÉ VOLUT IONNAIRES!



En tant qu'anarchistes, nous contestons cette société, globalement. Nous voulons que ses structures autoritaires disparaissent pour laisser la place à des structures souples, fédéralistes, libertaires où les individus puissent prendre en main la conduite de leur vie.

EN CELA, NOUS SOMMES REVOLUTIONNAIRES...

Nous ne nous contentons pas de réformes, d'aménagements, de compromis, de replâtrages... nous voulons tout changer, et les mentalités, et les comportements, et les bases même de cette société.

Nous voulons supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'homme par le milieu, de l'homme par l'Etat, de l'homme par la machine. Nous voulons supprimer l'autorité et la violence, les forces coercitives, l'armée et les polices.

Nous voulons désaliéner l'homme, le débarrasser de toutes ces forces obscurantistes qui étouffent sa conscience : militarisme, nationalisme, cléricisme, racisme, morales sexuelle et familiale, technocratie et hiérarchie...

Nous voulons que l'homme s'épanouisse dans un monde à sa mesure.

EN CELA, NOUS SOMMES REVOLUTIONNAIRES...

Mais, nous ne croyons plus au « grand soir », nous ne croyons plus aux fusils ni aux barricades. La violence appelle la violence, et le cycle se boucle, le serpent se mord la queue... Nous avons cherché d'autres armes, d'autres méthodes ; nous avons choisi la non-violence parce que seule apte à atteindre le but, parce que non autoritaire.

MAIS NOUS SOMMES ANARCHISTES ET REVOLUTIONNAIRES...

Nous ne substituons pas la non-violence à l'anarchisme. Notre éthique, c'est l'anarchisme. La non-violence n'est qu'une méthode, un moyen d'action, de lutte, de pression. Nous ne la sublimons pas, nous n'en faisons pas une panacée.

AVANT TOUT, NOUS SOMMES ANARCHISTES...

Nous n'avons pas de scrupules envers cette société pourrie, ces politiciens, ces traîneurs de sabre. Nous n'en sommes pas responsables. Nous les combattons. Nous ne voulons pas entrer dans le système, le cautionner, le perpétuer ; nous ne sommes ni participationnistes, ni réformistes.

NOUS SOMMES REVOLUTIONNAIRES...

Il n'y a pas à dialoguer avec les forces d'oppression, à tergiverser avec les injustices, il faut les supprimer, totalement, irrémédiablement.

Et si, par notre lutte, nous obtenons des améliorations des conditions de vie, la cessation d'une oppression, la fin d'une injustice, l'amendement d'une loi par trop scélérate, nous n'en devenons pas pour autant réformistes ; nous ne proposons pas, nous ne participons pas aux aménagements... nous continuons à lutter pour notre but final ; nous continuons à élever notre voix dans le désert ; nous sommes des destructeurs permanents, des révoltés de tous les instants, notre négation est constructive.

EN CELA, NOUS SOMMES REVOLUTIONNAIRES...

Nous ne sommes pas spiritualistes ; nous n'avons rien à racheter, à compenser ; ni l'Amour, ni la Vérité ne nous guident ; notre solidarité est volontaire... nous ne voulons pas d'un service civil obligatoire.

Nous n'avons pas de patrie, nous sommes anationaux : nous n'avons pas besoin d'une défense nationale, même non violente.

Assez de bla-bla, de jésuitisme, de demi-mesure, de faux-semblant, il faut balayer une fois pour toutes ce grand champ d'immondices qu'est notre monde actuel, afin que puisse naître une société libre où les rapports interhumains seront basés sur la responsabilité, la liberté et nécessairement sur la non-violence,

UNE SOCIÉTÉ REVOLUTIONNÉE !

Michel TEPERNOWSKI.

JAILONS

● Force

Cause capable de produire un effet ; puissance, pression physique ou psychologique ; pouvoir de contraindre sans pour autant que l'emploi de la force implique que celle-ci soit violente. Par extension, la notion de force s'est confondue avec la notion d'action violente. Exemple : « Ce qui me frappe dans le monde, c'est l'impuissance de la force : de ces deux puissances, la force et l'intelligence, c'est à la fin la force qui est toujours vaincue. » (Napoléon I^{er}) Par effet contraire, la notion de non-violence devenait synonyme de passivité, de non-action. Il nous faut considérer la non-violence comme une force pouvant s'exercer soit au niveau du mental soit au niveau de l'économie.

.....

● Violence

Abus de la force qui tend à détruire ; en particulier lorsqu'elle s'exerce sur l'être humain physiquement, mentalement et moralement. La conséquence maximum de l'effet violent étant la mort (à signaler des formes de violence, comme le sabotage matériel, uniquement destinées à détruire le potentiel économique de l'adversaire).

La violence est un des instincts essentiels de l'individu qui détruit, qui tue pour vivre, faire vivre et s'épanouir. Il faut donc distinguer :

- la violence contre la nature pour l'aménager ;
- la violence contre l'animal pour le manger ou l'utiliser ;
- la violence contre l'homme pour s'en défendre ou le réduire.

Ces différentes formes de violence, et plus particulièrement la dernière (par réflexe de défense ou reconnaissance de l'autre comme identique à soi), amenèrent l'être humain, par le canal des religions et philosophies, à réfléchir sur le droit de détruire. Mettant plus particulièrement en cause le droit de tuer son semblable, elles permirent de lentement préciser le concept de non-violence.

Il n'est pas dit que violence et non-violence soient absolument contradictoires ; nous pourrions les considérer comme des aspects différents de la force, avec une gradation de l'un vers l'autre et un passage à la limite où il est difficile de déterminer le caractère violent ou non violent : ainsi certains actes non violents physiques où la pression devient contrainte, mais ne convainc pas ; ainsi certains actes de sabotage matériel où le souci de sauvegarder la vie humaine est essentiel.

.....

● Non-violence

Sans doute est-ce la tradition djainiste (VI^e siècle av. J.-C.) et son commandement d'*ahimsa* : ne pas nuire qui est à la source du phénomène gandhien au XX^e siècle. Coexistante à toute philosophie et religion, plus ou moins exprimée, l'idée de non-violence se verra marquée du sceau de Gandhi aussi fortement que le terrorisme anarchiste marqua l'idée libertaire. Traditionaliste religieux, imprégné de culture occidentale, Gandhi avait assimilé les idées de non-coopération avec le mal (Tolstol) et avec le tyran (La Boétie), de désobéissance au gouvernement et à la loi injuste (Thoreau) ; l'influence du Sermon sur la montagne, rendre le bien pour le mal, se révèle également importante. Il appellera *satyagraha* : adhésion à la vérité, recherche de la vérité, etc., la méthode qu'il expérimentera au cours de sa vie.

Cette expérience présentera deux aspects :

- 1^o Religieux : recherche de la Vérité (c'est-à-dire Dieu) en utilisant de justes moyens en accord avec l'enseignement religieux ;
- 2^o Social : recherche de la justice sur terre avec souci d'efficacité à long terme de l'action.

Repensée à la lumière de conceptions laïques sinon irréligieuses, la non-violence dans son installation en Occident pourrait être acceptée après reconnaissance de son efficacité tactique. La prise de conscience résultant de l'expérience est porteuse, à des degrés différents pour chaque individu, d'un aspect supplémentaire qui s'apparente à une manière d'être, à un « art de vivre ».

La non-violence se caractérise par l'acceptation de prendre certains risques (blessures, prison, mort) ; en cela elle n'est pas différente de la violence, cependant elle s'en sépare sur la réaction devant cette dernière ; au lieu de rendre le mal ou d'obliger à une réparation, la non-violence tendra à annuler ce mal dans sa racine en refusant de le perpétuer, en le prenant sur soi.

.....

● Non-violent

Mot créé par les journalistes et employé alors entre guillemets pour désigner l'individu participant à des manifestations à caractère non violent (où la non-violence est observée) ; accepté avec réserve par les « non-violents ». Il aurait été plus juste de créer le néologisme *non-violentiste* : partisan de la non-violence ; cependant, le mot n'est pas heureux. Le mot *non-violent* implique par trop une idée de perfection absolue de l'individu qu'il est absurde de vouloir retrouver chez les manifestants non violents. Le « non-violent » intégral, de même que le « violent » intégral, sont des vues de l'esprit. L'usage de ce mot est donc abusif ; il conviendrait d'en utiliser un autre plus près de la réalité.

.....

● Action directe

Méthode d'action surtout mise en valeur par les anarchistes et certains syndicalistes, dernièrement par les « non-violents » ; cette action se caractérise par le principe de « démocratie directe », c'est-à-dire le refus d'utiliser des intermédiaires pour exercer le pouvoir de la base ou exprimer sa volonté, ses revendications. Rappelons que la plupart des anarchistes acceptent la notion de « mandat » sur un point précis, pour un temps limité et avec la possibilité de rappeler le mandataire en cours d'exercice. (Ainsi l'action directe s'oppose au parlementarisme et à tout système de représentation inamovible.)

L'action directe se comprend aussi bien dans la violence que dans la non-violence.

.....

● Action directe non violente

Allie l'esprit de la non-violence à la méthode d'action directe. Nous en distinguerons trois formes. Cette classification arbitraire n'est qu'un moyen de comprendre différents niveaux d'engagement ; il va de soi que ces trois aspects peuvent se compléter :

1° *La protestation* : acte surtout spectaculaire de pression psychologique. Exemples : *stationnement silencieux* devant les édifices (prisons, consulats, ministères, etc.) ; *marches de la paix* ; *renvoi de livrets militaires*, de décorations ; *démission de fonction incompatible* avec ses convictions ; *destruction publique de cartes d'identité*, livrets divers, etc. ; *le jeûne*.

(Si le suicide par le feu ou par d'autres moyens et le jeûne à mort peuvent être des actes de protestation destinés à frapper les esprits par une sorte de « terrorisme non violent », ils seront reconnus comme non violents dans la mesure où la violence effectuée est retournée sur soi, sans nuire aux autres.)

2° *L'intervention* : protestation qui implique beaucoup plus l'idée de désobéissance, d'*action illégale*, expérimentée surtout par la pénétration et l'occupation des lieux interdits. Exemples :

- occupation d'usines atomiques (Marcoule 1958), de fabriques d'armement, de casernes et consulats, de restaurants (sit-in américain) ;
- grève sur le tas en usines (juin 1936) ;
- marche et manifestation interdites (Vincennes 1960).

3° *La résistance* : basée sur le refus des habituelles obligations civiques. Exemples :

- l'objection de conscience ;
- refus de payer l'impôt (Thoreau) ou seulement l'impôt militaire (certains pacifistes) ;
- refus d'obéissance à la police, refus d'enseigner certains programmes.

Il est à remarquer que la collaboration du « bourreau » et de la « victime » est quasiment générale : l'inculpé joue le jeu avec le policier (le suivant, signant les déclarations, acceptant de lui répondre), le détenu avec son gardien (même chose à quelques différences près), le condamné à mort avec ses bourreaux (marchant à la guillotine, à la chambre à gaz, etc.), de même dans les « camps de la mort » les prisonniers acceptant d'enterrer les morts, de travailler, etc. (il ne s'agit pas de critiquer, mais de constater).

Il y a comme une complicité s'expliquant par le manque d'imagination, d'organisation et de... courage.

● **Manifestation de masse non violente**

Ces trois formes d'action exercée individuellement, en groupes plus ou moins importants, prennent un tout autre caractère lors-

qu'elles sont le fait du grand nombre. L'individu, le groupe restreint sauront plus facilement conserver à l'action ce qu'elle a de spécifiquement non violent. Avec le grand nombre apparaît le risque de voir la manifestation dégénérer du fait soit de contre-manifestants (voir comment les neutraliser), soit du manque de préparation. A ce stade nous pourrions dire que l'action non violente garantit, par une prise de conscience individuelle, la dignité du participant contrairement à la manifestation violente où les plus bas instincts de la foule s'extériorisent sans limites. Se comprendront mieux ainsi les consignes de silence, de dignité, de discipline librement acceptée qui sont demandées avant chaque manifestation.

.....

● Révolution non violente

Projet de modification totale des structures économiques et politiques de la société et du comportement des individus les uns envers les autres.

Cette révolution se caractériserait par un ordre social autogestionnaire d'égalité économique, fédéraliste décentralisé (disparition de l'Etat) et par la pratique de la solidarité réelle.

Il est actuellement possible de toucher du doigt ce projet à l'aide des différentes expériences passées et en cours :

- Avec Gandhi, Luther-King et N'Krumah, comment peuvent s'exercer les *pressions non violentes des masses*.
- Avec Vinoba, Lumumba, comment peuvent s'organiser des *institutions parallèles* visant à supprimer les institutions légales ; ces dernières étant boycottées.
- Avec Dolci et aussi Vinoba, comment peut se faire l'animation rurale et l'*organisation de la société de bas en haut, de la périphérie au centre*. Les expériences autogestionnaires d'Algérie et de Yougoslavie, l'expérience anarchiste en général sont également des éléments importants.

Il conviendrait d'attirer l'attention sur la nécessité d'organiser une base de soutien à l'action, une infrastructure économique, une intendance afin que le militant qui s'engage à long terme, ou qui sortant de prison avec souvent perte de sa profession, ne soit pas trop handicapé en reprenant sa place dans la société. De même prévoir les conditions d'aide aux familles. Il ne s'agit pas d'entretenir des activistes, des professionnels de l'action non violente, mais de ne pas empêcher ou restreindre l'action pour des causes uniquement matérielles.

André BERNARD.

EVO- LUT- ION REV- OLU- TION OU EDU- CAT- ION.

« Evolutionnistes en toutes choses, nous sommes également révolutionnaires en tout, sachant que l'histoire même n'est que la série des accomplissements, succédant à celle des préparations. La grande évolution intellectuelle qui émancipe les esprits a pour conséquence logique l'émancipation, en fait, des individus dans tous leurs rapports avec les autres individus. On peut dire ainsi que l'évolution et la révolution sont les deux actes successifs d'un même phénomène, l'évolution précédant la révolution et celle-ci précédant une évolution nouvelle, mère de révolutions futures »...

Si l'on se réfère à cette pensée d'Elisée Reclus (« Evolution, révolution et idéal anarchique », P.-V. Stock, 1921), un choix entre évolutionnisme et révolutionnarisme semble, de prime abord, inutile et vide de sens. D'où vient alors ce dilemme paralysant, cette source de discordes permanentes entre anarchistes, cette difficulté quasi quotidienne d'un choix indispensable entre ces deux options, si celles-ci ne sont que formelles et non fondamentales comme il le semble ?...

Le problème paraît mal posé et compliqué à souhait. Est-ce manque de réflexion, repli sur un byzantinisme ridicule, dû au scepticisme, facteur et non des moindres de notre disparition, ou manque de données clairement exposées et trop rapidement élaborées, en face des problèmes complexes et la vie précipitée de chacun d'entre

nous ? Les deux semblent être des causes importantes de notre égarement.

A mon avis, les notions de propagande et d'éducation n'ont pas été suffisamment isolées, d'où la confusion regrettable qui règne actuellement dans notre « mouvement », amenant trop souvent des militants jeunes ou vieux à un découragement assez rapide devant le peu de rendement de leur action. Formés trop souvent avec des brochures de propagande, des articles d'actualité, dans des meetings publics à argumentation plus ou moins grandiloquente et démagogique, ceux-ci acquièrent un mode de pensée essentiellement subjectif, les amenant à prendre leurs désirs pour des réalités, les incitant à confondre l'indispensable action quotidienne, pleine de compromis, de demi-échecs et de demi-mesures, avec des vues idéales, ébauches de temps futurs et souvent des plus hypothétiques. Ce manque d'éducation, de formation spécifique, bien que non original — il sévit dans tout le mouvement socialiste — est néanmoins une des caractéristiques de notre « mouvement », à tel point que certains d'entre nous, périodiquement, sont, de bonne foi, amenés à des positions pour le moins contradictoires avec nos doctrines : participation électorale, voire même gouvernementale, permanence syndicale salariée, activité professionnelle inutile ou néfaste, confusion entre syndicalisme et anarchisme, entre paci-

fisme, même intégral, et anarchisme, etc. Ce facteur me paraît plus important et plus valable pour expliquer notre disparition de la scène que le manque d'action perpétuellement invoqué ; celui-ci étant seulement un effet et non une cause, bien qu'il soit irréfutable que l'étude théorique ne suffit ni à créer ni à maintenir un tonus suffisant dans un mouvement qui se veut dynamique et représentatif d'un courant de pensée original et réaliste.

Il serait bon, si nous en sommes convaincus, que nous mettions l'accent sur la formation de militants, le besoin s'en fait d'ailleurs sentir depuis fort longtemps et est reconnu par tous, que nous insistions sur la création d'écoles libertaires, la tenue plus fréquente de soirées ou de week-ends d'études et de controverses, de contacts humains directs, genre camping international annuel, sur l'édition d'ouvrages théoriques de base, de revues d'étude, au lieu de nous acharner à maintenir pour notre seule satisfaction morale des journaux squelettiques et ne s'adressant à aucun public particulier, bien que destinés à tous, brûlots mensuels de semi-actualité, feuilles de choux locales ou régionales, écrasées par la grande presse quotidienne ou hebdomadaire, la radio, la télévision. Ceux-ci ne nous apportent rien au point de vue formation théorique, dévorent tout notre budget et ne nous donnent en revanche à peu près aucune audience, aucune

prise sur la société. S'il est naturel qu'un budget propagande soit prévu dans notre action, il serait peut-être aussi sérieux et nécessaire que tout d'abord un budget éducatif soit envisagé, devant assurer la formation indispensable de chacun de nous.

Notre manière d'agir actuelle me semble prendre les problèmes à l'envers : on ne construit pas sans constructeurs qualifiés, on ne fait pas de bonne propagande sans militants valables et convaincus, et la conviction ne s'acquiert ni dans des journaux d'actualité, ni en réunions publiques, ni dans l'action quotidienne, toute matérielle et réformiste, mais dans l'étude et la remise en question permanente de nos théories face à l'évolution des sociétés à qui nous les proposons. Dans la mesure où nous saurons différencier ces deux notions, éducation et propagande, où nous accorderons à chacune la part qui lui est due, nous aurons fait progresser le problème. Si ces deux actions sont menées l'une et l'autre avec mesure, réalisme et objectivité, un renouveau de militants se fera jour ; moins d'étoiles filantes peut-être, mais plus d'animateurs solides, tenaces et intransigeants sur l'essentiel, convaincus malgré leur peu d'audience au départ que les solutions que nous préconisons pour un avenir pouvant paraître assez peu éloigné, solutions qui s'élaborent inconsciemment dans l'actuel par lassitude des systèmes

totalitaires en place : liberté maximum pour tous, liberté d'ailleurs et il faut insister là-dessus, sanctionnée par la responsabilité de chacun et les sacrifices qu'elle nécessite et nécessitera toujours, égalité économique, participation active à la marche de la société, organisation de la production, de la consommation, du travail et des loisirs, etc., obtiendront suffisamment de suffrages pour pouvoir s'affirmer et s'imposer par leur logique même, tout au moins fragmentairement d'abord, évitant ainsi le recours à la violence révolutionnaire jusqu'alors seule envisagée ; celle-ci pouvant paraître plus radicale peut-être, mais à notre sens inefficace et réservée à des refoulés inconscients et rétrogrades, privés du plus élémentaire respect du droit et de la vie d'autrui, autoritaires s'ignorant ou non, prêts à imposer par tous les moyens une nouvelle autorité, qui, aussi belle serait-elle, ne serait jamais pour nous qu'une nouvelle raison de nous y opposer de toutes nos forces, car « la dignité du citoyen peut exiger de lui en telle conjoncture qu'il dresse des barricades et qu'il défende sa terre, sa ville ou sa liberté ; mais qu'il ne s'imagine pas résoudre la moindre question par le hasard des balles. C'est dans les têtes et dans les cœurs que les transformations ont à s'accomplir avant de se changer en phénomènes historiques »...

Lucien GRELAUD.

OBJECTEURS ● INFORMATIONS OBJECTEURS

Depuis la parution du n° 3 d'« A. & N.-V. », la situation des objecteurs de conscience, si elle n'est pas particulièrement florissante, s'est néanmoins clarifiée.

Si le statut n'a subi aucune transformation, des aménagements de fait ont eu lieu, et c'est là qu'est le gros problème car le statut conservant toute son ambiguïté, le sort des objecteurs reste, de dernier recours, entre les mains des militaires.

Ils peuvent actuellement faire partie d'organismes privés, d'intérêt général. Les objecteurs sont donc dispersés ; au gré de leur fantaisie, il est vrai, car pour l'instant, ils peuvent choisir eux-mêmes parmi les organisations agréées par l'Etat.

Les organismes visant à utiliser les objecteurs au service des démunis présentent le danger, si le service civil prend de l'extension, d'employer une main-d'œuvre bon marché, mise en compétition avec les ouvriers salariés. Le risque peut facilement être écarté tant que les objecteurs sont un petit nombre et ne travaillent que pour des organismes bénévoles. Mais il faut régler ce problème pour l'avenir, l'objection de conscience, si elle se dirigeait vers cette voie, se dénaturerait et deviendrait une arme de l'Etat, au service du capitalisme.

Une partie des objecteurs travaille actuellement à Noisy-le-Grand pour « Aide à toute détresse » dans un bidonville sous la direction d'un religieux, le père Joseph. Nous ne disposons pas d'assez d'éléments d'information sur cette société. Elle fonctionne par des dons (par exemple, le patron des Grands-Moulins de Pantin) et a pour président d'honneur la nièce du général de Gaulle. Les contacts qu'on eus les objecteurs avec le père Joseph ainsi que les premiers rapports laissent supposer un terrain d'entente favorable.

D'autres vont aller, ou sont déjà, au S.C.I. (Service Civil International), mais la discipline intérieure de ce mouvement ne satisfait pas tous les objecteurs. Il est regrettable que ce mouvement, créé spécifiquement pour les objecteurs, ne puisse convenir à tous, car leur dispersion fait inévitablement le jeu du gouvernement.

Quelques objecteurs travaillent à Cotravail à qui le gouvernement a remis un projet de convention. D'après cette convention,

OBJECTEURS ● INFORMATIONS OBJECTEURS

INFORMATIONS OBJECTEURS ● INFORMATIONS

les objecteurs restent soumis au règlement militaire. Les dépenses d'entretien sont supportées par le ministère des Armées. Les demandes de permission doivent passer par le commandant des secouristes-pompiers conservent son quartier général à Brignoles. Cotravaux doit prévenir ce commandant de tout manquement à la discipline intérieure de l'entreprise. Et enfin, l'article 8 stipule que Cotravaux doit tenir les objecteurs à la disposition de l'armée qui pourra les rappeler dans les vingt-quatre heures selon son bon plaisir.

Cette convention, que chaque organisme employant les objecteurs devra signer pour user de leurs services, est inacceptable dans sa forme, mais les objecteurs semblent presque tous prêts à l'accepter tant qu'elle n'est pas appliquée dans toute sa rigueur. Ils ne contesteront le Droit que lorsqu'il sera appliqué. Alors la seule solution sera de remettre en cause le statut. Dans l'immédiat, ils préfèrent accepter un travail qui leur semble valable et constructif, se réservant la possibilité de discuter ou d'engager une action collective si certains points du règlement leur sont imposés de fait.

Il est certain que dans l'immédiat le gouvernement a tout intérêt à faire de telle façon que les objecteurs restent bien tranquilles. Uzès a prouvé, s'il le fallait, leur volonté et leur courage. Si les objecteurs recommençaient une nouvelle action, ils iraient certainement beaucoup plus loin et placeraient l'administration dans une fâcheuse position. Deux choix s'offriraient alors : la prison ou la révision du statut.

En conservant au statut actuel toute sa rigueur, tout en ne l'appliquant pas de fait, l'Etat se réserve le droit d'intervenir légalement lorsque les objecteurs auront une position moins forte. C'est pourquoi il leur faut garder des contacts très serrés et mener leurs actions avec beaucoup de coordination.

(A suivre.)

Pour tous renseignements concernant les objecteurs de conscience S.O.C. 3., impasse Chartière. Paris 5^e.

LA MANIFESTATION

méthode d'action directe

Le 22 janvier se déroulait dans Paris une manifestation contre la guerre au Viet-nam. Organisée par le M.C.A.A., elle devait, partant de la gare Saint-Lazare, aboutir à l'ambassade des Etats-Unis. Une centaine de personnes y participaient dont plusieurs camarades d'« A. et N.V. ». Cette manifestation, outre ses objectifs propres, avait ceci d'intéressant qu'elle était non violente.

Après l'arrivée de la police, presque tous les manifestants se laissèrent trainer jusqu'aux cars et passèrent plusieurs heures au poste.

Cette manifestation, organisée par un mouvement qui ne se recommande pas de la non-violence et dont les participants n'avaient pour la plupart aucune idée de celle-ci, s'est relativement bien passée, malgré certaines erreurs dues en grande partie à notre inexpérience.

Il semble intéressant, partant de cette action précise, d'étudier les différentes formes de manifestations non violentes en fonction d'une optique anarchiste, mais d'abord il faut répondre à quelques questions :

- Pourquoi manifester?
- Qu'est-ce qu'une manifestation?
- Quelle est la différence entre une manifestation courante et une manifestation non violente?

En premier lieu, une manifestation sert à sensibiliser l'opinion sur un point particulier, soit parce que la presse n'en fait pas grand cas, soit pour amener cette opinion à réagir.

Par exemple, les Français sont parfaitement indifférents à la guerre du Viet-nam ; la presse, en général, contribue à faire de cette guerre uniquement le problème des Américains et des Chinois.

En manifestant, nous montrons que nous sommes concernés et, en même temps, nous expliquons par nos tracts ce qui nous rattache au problème vietnamien. Cette manifestation contribue à encourager ceux qui luttent à l'intérieur des pays bellicistes et les sort de leur isolement. Elle pousse aussi dans une certaine mesure les dirigeants de ces pays à régler rapidement le problème, obligés qu'ils sont de tenir compte de l'opinion internationale.

Mais une manifestation sert également à regrouper des forces, elle sert à réunir des individus isolés, à leur donner le goût du militantisme. Pour le militant, elle est l'action qui développe la réflexion et permet la mise en application de certains principes. La manifestation, pour les anarchistes, est une des multiples formes que peut revêtir l'action directe.

Le refus d'employer les méthodes violentes lors de nos actions nous amène à rejeter les manifestations classiques : celles-ci, en général, se déroulent pourtant très pacifiquement : le cortège défile d'un point à un autre en criant quelques slogans clés et, quand la police intervient, chacun prenant alors ses jambes à son cou se précipite à l'intérieur de la plus proche station de métro ; la manifestation est terminée. Ceux qui ne couraient pas assez vite passent la nuit au poste. S'il y a eu quelques violences de la part des manifestants, les quelques-uns qui se sont laissé prendre trinquent pour les autres.

Une manifestation est l'expression d'une même contestation, elle représente une communion d'esprit, une revendication collective. L'attitude de chaque manifestant contribue à la réussite ou à l'échec de la manifestation. C'est pourquoi l'ensemble des manifestants est responsable du comportement de chacun. Si un manifestant se comporte d'une façon que je désapprouve (s'il frappe un flic, par exemple), j'endosse la responsabilité de son acte : surexcités par cette

espèce d'ambiance insurrectionnelle qui règne lors d'une manifestation classique ainsi que par leurs propres cris, certains participants oublient les raisons qui les ont amenés là et perdent tout contrôle. Ils sont à ce moment capables de commettre des actes parfaitement insensés auxquels je refuse de m'associer. Il n'est pas question ici de violence révolutionnaire mais simplement de violence instinctive.

Les instincts les plus bas se déchainent avec comme conséquence la haine de l'ennemi, du flic en l'occurrence ; c'est une lutte entre deux forces utilisant les mêmes moyens : la violence, la haine, la loi du plus fort. Une manifestation n'est pas une révolution : on ne renverse pas un Etat en manifestant à 1 000 ou 2 000 personnes. La violence, d'un point de vue purement tactique, est donc parfaitement inutile et justifie aux yeux de l'opinion les brutalités policières.

Lors d'une manifestation courante, aucune consigne particulière n'est prévue pour réagir à l'intervention de la police... chacun se débrouille, se sauve ou fait le coup de poing. Pourtant, face au service d'ordre, face à la force qui empêche l'expression de notre revendication commune, la solidarité est l'arme la plus puissante que nous possédons. Pour protester contre l'emprisonnement d'un manifestant, pour se solidariser avec lui (nous luttons pour une idée commune pendant la manifestation), il existe une force bien plus persuasive que la fuite, que la violence, c'est l'emprisonnement collectif. Il engage plus profondément tous les manifestants et élargit la responsabilité individuelle (car ceux qui sont conduits au poste, sont seuls, face à la police, à assumer la responsabilité de la manifestation). De plus, l'attitude qui consiste à prendre la fuite lorsque les flics interviennent atténue la puissance de nos revendications.

Pour qui accepte la violence révolutionnaire, une manifestation devrait plutôt prendre la forme d'une insurrection armée. Sinon quelle est la portée d'une manifestation se disloquant lamentablement dès l'intervention de la police ? Qu'après un acte de révolte individuelle on prenne la fuite, cela peut se comprendre, cela peut s'expliquer, la répression lorsqu'on agit isolément est alors d'autant plus lourde. Or la force d'une manifestation est précisément dans le nombre des participants, dans leur volonté d'aller jusqu'au bout.

Il n'est pas possible de lutter à armes égales contre les puissances oppressives. A la violence de la répression, il faut opposer notre détermination, notre volonté commune, notre solidarité ; c'est de cette façon que l'on obtiendra un résultat. C'est en assumant la responsabilité de nos actes que nous serons révolutionnaires, que notre lutte sera positive.

Pour qu'une manifestation non violente réussisse, atteigne son but, il faut que chaque participant soit conscient du rôle qu'il joue ;

son comportement pendant l'action doit être réfléchi ; ses actes ne doivent pas être seulement conditionnés par le respect des consignes : le participant doit comprendre celles-ci, savoir pourquoi elles ont été données. Chacun est engagé dans l'action et responsable de celle-ci.

C'est dans cet esprit qu'une manifestation non violente doit se dérouler, et c'est pourquoi il est nécessaire de bien expliquer cette forme d'action, d'en exposer tous les détails, de faire en quelque sorte « le manuel du parfait manifestant non violent ». Ceci pour éviter certaines erreurs pendant les manifestations dues à l'ignorance des participants.

Je vais commencer par la manifestation non violente courante (exemple celle du 22 janvier) en donnant le plus de détails possibles sur son organisation, son déroulement, sur les erreurs à éviter, les consignes à observer en expliquant le mieux possible les raisons pour lesquelles il est nécessaire d'adopter un tel comportement. Que ce soient les organisateurs ou les manifestants, tous doivent connaître les moindres détails de l'action dans laquelle ils s'engagent.



POUR ORGANISER UNE MANIFESTATION NON VIOLENTE

Une organisation ou un groupe d'individus décident de préparer une manifestation non violente. Le mieux est de créer une commission de cinq ou six personnes qui travailleront plus efficacement qu'une grosse équipe. Si c'est la première fois qu'ils préparent une manifestation non violente, il est nécessaire qu'ils s'y prennent très à l'avance pour préparer minutieusement l'opération.

Différentes possibilités s'offrent à eux :

— La manifestation autorisée :

Toute manifestation de rue est interdite sans autorisation. Il est nécessaire de communiquer le parcours à la préfecture de police pour que celui-ci soit accepté ou refusé : ce que l'on sait vingt-quatre heures, et même des fois moins, avant le jour « J ». Il est bien évident que neuf fois sur dix la manifestation est interdite et qu'au point de départ un déploiement massif de policiers empêche toute possibilité de regroupement. Certaines organisations qui ne veulent pas sortir de la légalité emploient systématiquement cette méthode. Quant aux anarchistes, ils n'ont que faire de la légalité et ignorent les lois interdisant les manifestations. Ils n'ont donc aucun scrupule

elles ne seraient pas observées. Cet « encadrement » peut être composé des responsables des points de regroupement. Ils ne doivent en aucun cas être « les flics de la manifestation », mais ils ont pour mission simplement de répercuter les consignes venant des porte-parole et favoriser la bonne marche de la manifestation.

Pour que la manifestation ait un certain retentissement il faut prévenir la presse et la radio vingt-quatre heures à l'avance et leur dicter un court communiqué, mais sans parler du lieu de la manifestation. Prévoir un camarade pour téléphoner à toutes les agences de presse à l'instant où commence la manifestation ; elles pourront ainsi envoyer des journalistes. Le procédé permet de ne divulguer le parcours qu'au dernier moment.

LA MANIFESTATION PROPREMENT DITE : SON DEROULEMENT

Avant de participer à une manifestation non violente il faut en avoir accepté l'esprit, il vaut mieux ne pas y aller que d'y participer avec un esprit de contestation ; on peut après son déroulement critiquer sa forme ou certains détails : ce qui est constructif, mais pendant l'action, il est absolument nécessaire de se plier à la discipline que l'on s'est imposée au départ. Pour bien comprendre les raisons qui font que cette autodiscipline est nécessaire, je vais reprendre point par point le déroulement de la manifestation du 22 janvier et procéder à son analyse critique.

Point de départ de la manifestation : métro Liège, 16 h 30 précises. A 15 heures tous les manifestants ont rendez-vous aux différents points de ralliement d'où ils distribuent une partie des tracts et reçoivent les dernières consignes. A quelques minutes du départ, par petits groupes, pour éviter d'attirer l'attention, ils se rapprochent du métro Liège. Les porteurs de banderoles les camouflent au mieux. Il faut pendant tout ce temps ne pas se faire remarquer car il est plus facile aux flics de nous disperser pendant ce temps où nous sommes encore inorganisés ; et la moindre erreur, cinq minutes avant la manifestation, peut provoquer leur arrivée.

A 16 h 30 les porteurs de banderoles déplient celles-ci en signe de ralliement et tous les manifestants se regroupent par rangées de trois personnes avec un intervalle de 1,50 m entre chaque rang. A partir de ce moment, il faut observer un silence absolu et une attitude digne. Voilà qui va hérissier le poil de beaucoup d'anarchistes ; mais il y a à cela une explication qui me semble d'une logique élémentaire :

— *Pour l'alignement « militaire »* : il n'est évidemment pas question de faire un défilé au pas cadencé dans les rues de Paris, mais un cortège est un cortège, et si l'on donne à celui-ci une allure de troupeau désorganisé au même titre que la foule qui entoure la manifestation, celle-ci ne se différencie pas de celui-là. Une centaine de personnes rangées de façon ordonnée, portant correctement les banderoles et les chasubles, attirent plus l'attention qu'un nombre important de manifestants avançant en désordre. De plus, un cortège bien groupé ne se laissera pas couper aux feux rouges, ce qui aurait pour effet de le disperser.

— *Pour le silence et la dignité*, je vais l'expliquer en prenant l'exemple de la guerre au Viet-nam. Cette guerre tue tous les jours des centaines de personnes. A chaque instant, les risques de son extension sur le plan mondial s'agrandissent ; les Américains emploient des moyens de destruction de plus en plus insensés, de plus en plus ignobles. Pour exprimer notre indignation devant tant d'horreurs, nous manifestons. Il semble que l'attitude logique à adopter soit celle de la méditation ; s'il ne faut pas fumer, ni rire, ni bavarder, ni marcher les mains dans les poches, c'est tout simplement parce qu'un tel comportement serait contradictoire avec ce que nous ressentons et avec les idées que nous défendons... nous devons nous concentrer, penser aux raisons pour lesquelles nous luttons, avoir aux yeux du public un comportement digne qui doit l'ébranler. Si nous ne crions pas de slogans, c'est parce que notre contestation va plus loin qu'une simple phrase clé : « U.S. go home » ou « Charlot des sous »... ; cela n'attire pas plus l'attention qu'un silence, porteur de réflexion, qui intrigue chaque passant, le met mal à l'aise.

J'ai pris l'exemple de la guerre du Viet-nam, mais toutes les raisons qui nous font nous retrouver dans la rue sont des raisons graves. Nous ne manifestons pas pour nous défouler, mais dans un esprit de contestation qui demande un comportement ferme. L'attitude non violente n'est pas une attitude passive ; elle doit opposer à la violence la force de notre détermination, et devant l'indifférence et l'ignorance des problèmes qui nous touchent, nous devons présenter une continuité dans nos actions, une volonté d'aboutissement.

Reprenons le cours de la manifestation.

Lorsque la police intervient plusieurs éventualités se présentent :

— *La police dialogue avec les porte-parole.* En ce cas, le cortège s'arrête le temps du dialogue. Si la police l'autorise, le cortège continue sa route ; si les flics embarquent les porte-parole ou empêchent la manifestation d'aller plus loin, le mot d'ordre de s'asseoir doit être donné.

— *La police embarque un ou plusieurs manifestants ; tous s'assoient.*

— *La police saisit les banderoles et rejoue les manifestants sur le trottoir* (cas qui s'est produit le 22 janvier). Il est nécessaire que les porte-parole conviennent bien à l'avance du comportement à suivre, qui ne peut être que de s'asseoir instantanément car la moindre hésitation de leur part entraîne un cafouillage dont la police profite inévitablement.

Une fois le cortège arrêté et la consigne de s'asseoir sur la chaussée donnée, chacun doit rester à l'emplacement où il se trouve et ne pas se laisser entraîner sur le trottoir (ce qui provoquerait la dislocation du cortège et la défection d'une partie des manifestants). Une fois assis, conserver la même attitude digne que pendant la manifestation. Si nous nous asseyons, c'est parce que la police nous empêche d'aller jusqu'au bout de notre action ; devant la force, nous refusons la fuite, nous adoptons une attitude de résistance passive.

La position assise oblige les policiers à nous traîner dans les cars, ce qui demande un certain travail ; il est donc recommandé de ne pas se raidir, mais de se laisser aller le plus possible : il leur faut ainsi plus de temps pour nous embarquer, c'est beaucoup plus spectaculaire et ils ne peuvent nous traîner que rang par rang. Ceux qui sont assis et attendent doivent conserver le silence, se tenir le plus droit possible et surtout ne pas provoquer la police, ce qui est parfaitement inutile et risque d'entraîner de sa part un redoublement de violence. De plus, la provocation systématique n'est pas non violente. Le moment de l'embarquement dans les cars est le plus spectaculaire et le plus caractéristique des manifestations non violentes. C'est l'instant où le public est le plus sensibilisé par notre action. Il faut donc que les distributeurs de tracts continuent leur travail, dialoguent avec les passants ; c'est la période la plus importante de leur travail, mais eux seuls doivent distribuer les tracts ; les manifestants assis, même quand le public prend parti et leur parle, doivent conserver une attitude silencieuse et ne pas répondre aux provocations policières.

Lorsque nous sommes à l'intérieur des cars la manifestation n'est pas finie pour autant. Pendant tout le trajet jusqu'au commissariat, il est souhaitable de garder le silence. Lors de la manifestation du 22 janvier, certains participants questionnèrent et même plaisantèrent avec la police. Il est bien compréhensible qu'une telle attitude nuit à notre action. Le silence, pendant le transfert, crée une atmosphère lourde qui met les policiers mal à l'aise ; nous les intriguons et, qui sait, peut-être réfléchissent-ils !

A la sortie des cars, on nous conduit jusqu'aux cellules où l'on procède à un relevé d'identité. Une fois dans les cellules, quelques manifestants adoptèrent une attitude que nous estimons lamentable. Il est inutile d'entamer ici une polémique. Je voudrais simplement dire que lorsqu'on se regroupe pour mener une action collective, les inimitiés, les différences de point de vue, les comptes à régler, etc., doivent être oubliés le temps de l'action ou bien il est inutile de se déranger. Lorsqu'on n'est pas certain de pouvoir s'adapter à la discipline qu'impose forcément toute manifestation, on reste chez soi ou on manifeste tout seul.

Au commissariat, le 22 janvier, nous sommes restés quatre heures, ce n'est pas grand-chose et un temps si court devrait être utilisé, je pense, à discuter de la manifestation, de son déroulement, et chacun donnerait son avis, exprimerait sa façon de voir les choses. Ce serait quatre heures consacrées à un travail constructif et cela permettrait, pour les futures manifestations, de tenir compte de l'avis de chacun. Au cours de ce temps passé au commissariat, les responsables doivent penser à relever le nom et l'adresse des participants en vue d'actions futures.

Avant de participer à une manifestation non violente, il faut envisager l'éventualité de passer une soirée ou une nuit au poste, il est donc anormal de se montrer impatient de sortir lorsqu'on est dans les cellules. Nous devons montrer aux flics que nous sommes décidés à recommencer, que cet emprisonnement n'a aucun effet sur nous, qu'il n'a fait que nous ancrer plus encore dans nos idées, que notre esprit de solidarité est renforcé.

CONCLUSIONS

Tous ces éléments sont nécessaires pour que réussisse une manifestation non violente. Il en est certainement d'autres dont j'ai omis de parler, mais ce travail doit servir de base ; c'est la multiplication d'actions de ce genre qui permettront de développer notre technique.

De plus, une manifestation telle que celle du 22 janvier n'est qu'un point de départ. Il faut aller plus loin, dépasser cette formule, étudier des méthodes d'action non violentes

plus révolutionnaires qui engagent les participants beaucoup plus à fond.

Des manifestations, telles qu'en organisa le Comité des 100 en Angleterre ou bien des actions telles qu'elles existent en Hollande depuis quelque temps, sont à étudier, à réaliser et à dépasser car contrairement à ce que beaucoup pensent, la non-violence révolutionnaire offre une multitude d'actions positives.

Michel DAVID.

Objection de conscience à l'impôt militaire aux Pays-Bas, au Canada, aux Etats-Unis et en Belgique.

Ce mouvement qui se dessine un peu partout dans le monde réclame que la part d'impôts allant à la défense nationale soit utilisée à des fins utiles et pacifiques.

Voici quelques extraits d'une requête envoyée au ministre des Finances belge :

Les signataires
« demandent avec la

plus grande insistance que la part correspondante de leurs contributions soit utilisée à l'exécution d'œuvres positives de paix et à l'aide aux régions en voie de développement...

« demandent une loi (semblable à celle qui permet aux objecteurs de conscience de choisir un service de remplacement) qui permettrait aux objecteurs à la contribution militaire de donner à leur contribution une desti-

nation plus morale et plus constructive...

« procèdent à une certaine désobéissance civile par un refus symbolique à l'impôt militaire...

« remettent le montant du refus symbolique à un organisme s'occupant d'une œuvre constructive. »

Les conséquences de ce refus : saisie de salaire ou de meubles, etc.

« Ils agissent en vue d'accélérer l'obtention d'un statut. »

● **MARCHES DE LA PAIX**

le dimanche 24 avril
marches de la paix
organisées
par le M.C.A.A.
avec
comme thèmes
principaux
« Paix au Vietnam »
« halte aux essais
atomiques
en Polynésie
Pour tout
renseignement :
M.C.A.A.
91, rue du Fb-St-Denis
Paris 10^e

● **VIETNAM**

la nouvelle réforme
militaire américaine
prévoit d'incorporer
de force
tous les étudiants
manifestant
« hors de la légalité »
contre la guerre
du Vietnam
(le Monde 1/2/66)
Ce qui n'empêche pas
un nombre toujours
plus croissant
d'objecteurs...
et de manifestants !

● **LE SYNDICALISME NON VIOLENT !**

Au Havre la C.G.T.,
C.F.D.T., F.O.
et C.G.C.
la fédération de
l'Education Nationale,
etc.
ont lancé un appel
en signe de solidarité
avec le personnel
des Forges et Chantier
invitant à participer
à une marche
silencieuse
(le Monde 13/4/66).



Frantz Fanon

**LA DÉCOLONISATION
DANS
LA VIOLENCE**

Le colonisé, l'homme noir, celui qui est l'objet du racisme, est objet de la violence du raciste, et, pour assumer son être, il doit y répondre par la violence : voilà une thèse fondamentale de Frantz Fanon, le psychiatre antillais devenu algérien, dans une prise de conscience globale de la solidarité des colonisés, et mort au service de l'Algérie en guerre.

Cette réflexion est développée dans le premier chapitre : « *De la violence* », de son second livre : *les Damnés de la terre*.

Reprenons la démarche de Fanon.

Le colonisé vit dans un monde fondamentalement violent : il y a eu violence dans la conquête du territoire et de ses hommes, il y a violence dans la cohabitation, rapports violents entre le maître et la « chose » colonisée, il y aura violence inéluctable dans la libération, la conquête par le Noir d'un nouveau monde et simultanément d'une essence spécifique.

Car le colonisé n'a pas d'être, puisqu'il n'a pas d'histoire : le colon lui impose sa propre histoire en niant qu'il ait pu créer quoi que ce soit, une société, une œuvre d'art, une culture, une technique, avant son arrivée ; le maître plaque sur l'esclave son propre passé. La première justification par Fanon de la violence sera donc psychologique : c'est une dérivation de l'oppression subie et de l'agressivité refoulée, une « conduite d'évitement », dit le psychiatre ; renaissent les mythes terrifiants, les danses extatiques, les phantasmes nocturnes, en qui l'on projette haines, cruauté, humiliations ravalées, mépris inavouables.

C'est une prise de conscience dépassant l'individuel qui réorientera cette violence : le colonisé veut en effet reconquérir la terre qui lui donne le pain, sa dignité ; le seul moyen est d'expulser à tout jamais, par tout moyen, le colon. Alors éclate la guerre de libération, la guérilla dont la violence n'est pas comparable à celle qui lui est opposée : parce que d'une part elle met en péril l'affrontement même des intérêts économiques placés dans la colonie, que d'autre part, faute d'instruments supérieurs, elle invente une tactique supérieure et inattaquable par les forces de l'ordre, parce que, enfin, elle est affirmation d'un peuple, d'une solidarité, de la construction d'une nation, à travers la contestation globale de l'oppression.

D'individuelle, de pathologique, la violence devient donc atmosphérique, elle éclate lorsque se cristallise l'alarme des colons en des mesures répressives ; politique, elle tend à l'universalité. La violence, c'est « l'intuition qu'ont les masses colonisées que leur libération doit se faire, et ne peut se faire que par la force » ; l'intuition traduite en acte « représente la praxis absolue. (...) Le groupe exige que chaque individu réalise un acte irréversible » (condamnation à mort des maquisards algériens, meurtres collectifs des Mau-Mau et aussi bien crimes des milices urbaines de Lacoste), et la violence, par ironie scandaleuse, devient le mot d'ordre d'un parti politique.

Ironie parce que les partis ont été inventés par la classe la plus ambiguë des sociétés africaines, les intellectuels, ces hommes qui selon Malraux vivent en fonction d'une idée.

Scandale parce que les intellectuels sont non seulement oublieux de cette évidence que le peuple est contraint de vivre en fonction de ses besoins, mais encore sont en accointance avec la bourgeoisie coloniale à laquelle ils rêvent de s'assimiler.



Ici se place alors la réflexion de Fanon qui nous fait serrer les poings et pâlir du remords d'arriver trop tard pour nous justifier, nous expliquer avec lui : *critique de ce qu'il nomme la non-violence de la bourgeoisie colonialiste.*

« Dans sa forme brute, cette non-violence signifie aux élites intellectuelles et économiques colonisées que la bourgeoisie colonialiste a les mêmes intérêts qu'elles et qu'il devient donc indispensable, urgent, de parvenir à un accord pour le salut commun. La non-violence est une tentative de régler le problème colonial autour d'un tapis vert, avant tout geste irréversible, toute effusion de sang, tout acte regrettable. Mais si les masses, sans attendre que les chaises

soient disposées autour du tapis vert, n'écoutent que leur propre voix et commencent les incendies et les attentats, on voit alors les « élites » et les dirigeants des partis bourgeois nationalistes se précipiter vers les colonialistes et leur dire : « C'est très grave ! On ne sait pas comment tout cela va finir, il faut trouver une solution, il faut trouver un compromis. »

Il est trop facile de dire que Fanon emploie un mot pour un autre, de défendre la pureté de la non-violence et celle des non-violents qui militaient à leur façon, instituteurs en Oranais, infirmiers en Kabylie : importe ici ce que Fanon a compris et ce qu'il a transmis.

Car l'attitude non violente authentique — anarchiste — n'est pas compromission, elle est au contraire révolutionnaire dans la mesure où elle oppose aux structures sclérosées du régime de l'Ordre la spontanéité créatrice, la solidarité effervescente du peuple en devenir.

L'erreur de Fanon a été de traduire par non-violence refus de la violence, effroi devant l'irréparable, horreur du sang inutile. Mais l'anarchisme non violent propose l'irréparable en proposant une réorganisation fondamentale de la société, tant sur le plan économique que sur celui des rapports humains recréés.

Je ne veux pas dire par-là que les peuples colonisés en soulèvement aient été sourds à nos mots ; c'est bien plutôt nous qui n'avons su nous faire entendre, nous qui avons rompu le pas devant une situation d'urgence. Car si l'anarchisme et la non-violence sont révolutionnaires, ils le sont par un long processus d'éducation et d'apprentissage — de soi, de la responsabilité, des méthodes — tandis que la solution violente surgit et s'impose sous une domination insupportable, et l'immédiateté de son emploi, son efficacité probante à court terme dissimule ses contrecoups néfastes et incontrôlables.



12^e congrès de l'Internationale des résistants à la guerre. 7 au 13 avril 1966 à la Domus Pacis, 94 via di Torre Rossa, Rome.

Les quatre premiers jours seront consacrés à « la non-violence et la politique ». Sont invités à faire des

communications Martin Luther-King, Danilo Dolci, Jayaprakash Narayan et Kenneth Kaunda.

Se renseigner auprès de War Resisters International, 88 Park Avenue, Enfield — Middlesex, Angleterre.



La parole est à Fanon :

«L'apparition du colon a signifié syncrétiquement la mort de la société autochtone, la léthargie culturelle. *Pour le colonisé, la vie ne peut surgir que du cadavre en décomposition du colon.* (...) [La] violence, parce qu'elle constitue son seul travail, revêt des caractères positifs, formateurs. Cette praxis violente est totalisante, puisque chacun se fait maillon violent de la grande chaîne, du grand organisme violent surgi comme réaction à la violence première du colonialiste.»

La violence seule peut donc vaincre l'aliénation, par la conquête du pouvoir — et de l'être — qui est l'acte libérateur par excellence. Au moment où l'homme se libère, il est absolument pur : car il incarne l'unité dialectique. Fanon ici est loin de Hegel, et du processus de « reconnaissance » réciproque qui abolirait la distance — le « malentendu fondamental » — entre le maître et l'esclave et résoudrait historiquement l'aliénation. Rétablit-il alors le rôle générateur de la violence en histoire, qu'Engels contestait à Dühring ? Non, la violence du colonisé est bien subordonnée à la situation économique, c'est Marx que suit Fanon : l'ascendance est évidente et avouée.

«Il demeure évident que pour nous la véritable désaliénation du Noir implique une prise de conscience abrupte de la réalité économique et sociale. Le complexe naît de l'intériorisation — mieux : de l'épidermisation — d'une infériorité économique.»

Qu'en est-il à l'aboutissement de cette première phase de libération ? Selon Fanon, la seconde phase — construction de la nation — par la colère commune, par la conscience de la cause commune qu'a fait naître la guerre dans le peuple, s'en trouve facilitée : la lutte simplement se transpose sur le plan de la misère, de l'analphabétisme, elle a « désintoxiqué » l'individu et

«hisse le peuple à la hauteur du leader. D'où cette espèce de réticence agressive à l'égard de la machine protocolaire que de jeunes gouvernements se dépêchent de mettre en place. (...) *Illuminée par la violence, la conscience du peuple se rebelle contre toute pacification.*»



A Lénine qui lui demandait selon quelle mesure il appréciait, dans une bataille, le nombre des corps nécessaires et celui des corps superflus, Gorki ne savait répondre que sur le mode lyrique.

De même, nous qu'accuse Fanon, ne savons-nous nous défendre que sur le mode lyrique. Pourtant nous voudrions lui crier qu'il se trompe, lui prouver que la violence n'est pas la seule voie d'accès à la liberté, lui reprocher de n'avoir envisagé qu'elle. Nous oublions que, comme les préjugés, la violence — toute violence — a des fondements irrationnels, que nous avons beau jeu de lui opposer des solutions libertaires : elles ne sont pas sur le même plan.

La non-violence est une révolution dérivée, même usant de l'action directe : elle ne s'attaque pas de front à son objet — le renversement des structures — mais se place dans l'exemple et l'enseignement qui font naître la prise de conscience. *Si la violence provoque l'adhésion des masses, la non-violence est acte de responsabilité personnelle* ; autant on est nombreux sous l'uniforme, dans le sang, dans les hurlements, autant la solidarité des non-violents est-elle muette et difficile à assumer.

De même l'anarchisme face au socialisme autoritaire.

La solution violente n'est pas toujours facile, n'est pas toujours lâche, non ; tout au plus connaît-elle la piètre consolation de la vengeance. Mais voici justement où Fanon commet sa plus grave erreur : en soutenant le caractère unificateur, mobilisateur, totalisant de la violence. Car le goût de la violence donne le goût du pouvoir, tant subi qu'exercé, et ne provoque jamais « une réticence à l'égard de la machine protocolaire » des gouvernements : toute armée, même de maquisards, obéit à un chef, qu'idéalise la mémoire embellissante ; le Tiers-Monde n'est-il pas près de faire de Fanon un messie ? Messianisme de la nécessité de la révolution violente, de la conquête violente du pouvoir par la classe exploitée — prolétaires ou colonisés — messianisme de l'aboutissement de l'histoire ? Nous leur opposons le cycle interminable qui de la violence mène à la violence.



Théoriquement, il n'est pas difficile de répondre à Fanon : à l'aliénation économique répond la libération économique, par le boycott des entreprises coloniales, par l'organisation autonome, l'auto-gestion, les fédérations de communes, un socialisme libertaire et non violent.

Mais de quel droit prétendons-nous, nous oppresseurs, montrer la voie de l'affranchissement à ceux qu'hier nous asservissions ? Au mot d'ordre de Fanon,

« Quittons cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où elle le rencontre », à son cri de colère nous ne savons que rester cois. « Ce n'est pas

d'abord leur violence, c'est la nôtre, retournée, qui grandit et les déchire.» (Sartre, préface aux *Damnés de la terre*)

Je ne proposerai ni solution ni rachat. Il est évident qu'il ne sert à rien de battre sa coulpe ; je me demande même s'il est plus honnête d'offrir ses services aux pays qui furent colonisés. Ne faudrait-il pas d'abord apprendre la non-violence ? *Tant que nous n'aurons pas eu faim, que nous n'aurons pas été atrophiés par l'exploitation abusive, nous ne pourrions reprocher à nos camarades de chasser le colon au bout de leurs fusils ;* or il est aussi vain de se mettre artificiellement dans cette situation pour prétendre la connaître, ce n'est pas en devenant lépreux que l'on guérit la lèpre.

Car enfin cette nécessité de se donner, de se dévouer, elle procède avant tout d'un désir personnel de purification, de justification : en échange des privilèges, de la culture, de la vie facile, j'offre mes bras, ma jeunesse, mes années d'études acquises presque honteusement... Fanon n'en a que faire.

Devant la violence que nous avons provoquée, aucun jugement de valeur n'est permis ; néanmoins nous requérons la lucidité, à l'égard de Fanon comme à l'égard du mahatma Gandhi. Dans quelle mesure l'assertion du premier, que la décolonisation comporte une violence intrinsèque, est-elle réelle ? Dans quelle mesure le mode indien de libération est-il renouvelable ? *Dans quelle mesure enfin peut-on éviter les séquelles autoritaires d'une guerre de libération et bâtir un socialisme libertaire en pays neuf ?* Je crains que nous ne soyons encore en mesure de répondre.

..... Marie MARTIN.

tâches de l'action directe

.....
Cet article
est tiré de la publication
d'un groupe
de jeunes pacifistes de Hanovre.
Sans représenter
toute l'opinion du groupe
il se veut une contribution à
sa réflexion et à la définition
de ses tâches.
.....

DIREKTE AKTION FÜR GEWALTLOSIGKEIT IN DER GESELLSCHAFT, « Action directe pour la non-violence dans la société », est né d'une situation particulière du mouvement pacifiste allemand. Quelle est aujourd'hui la situation ?

La forme d'organisation des associations pacifistes d'Allemagne fédérale peut avoir convenu il y a un demi-siècle, aujourd'hui elle est désuète. Le principe autoritaire et centralisé domine le mouvement pacifiste (et malheureusement la campagne pour le désarmement — marche de Pâques — n'a pas échappé à cette évolution). Les fonctionnaires des associations pacifistes commettent sans doute une erreur fondamentale lorsqu'ils pensent devoir opposer au caractère monopolistique de l'armée allemande et de l'industrie de guerre un mouvement pacifiste monopolisé.

Quels sont les effets de cette erreur fatale sur les groupes et les membres isolés des associations ? On observe — conséquence de la centralisation monopolistique — un processus de bureaucratisation du travail pacifiste. Les idées du pacifisme, du désarmement, de la non-violence sont réifiées parce qu'elles sont administrées par des oligarchies surorganisées et transmises vers la base à travers des instances bureaucratiques.

L'effet sur le mode de travail en a été que l'initiative a passé de l'individu à la bureaucratie. Nous y avons perdu des qualités aussi importantes que la spontanéité et l'initiative créatrice, qualités que nous, membres du mouvement pacifiste, devons opposer à l'appareil militaire. A cela s'ajoute que le membre individuel d'un groupe doit abandonner son indépendance en faveur d'une unification de l'action et se soumettre aux directives de fonctionnaires, qu'il connaît personnellement dans bien peu de cas. Devant les grandes hiérarchies classiques d'Allemagne : l'Eglise, les partis, les industries, l'armée, s'est dressé un nouveau partenaire : l'organisation pacifiste.

Pour que l'on ne se méprenne pas, je donnerai ici une indication complémentaire. Les groupes locaux sont petits, leur travail et leurs activités relativement insignifiants, c'est pourquoi l'appareil de l'organisation peut se permettre de leur accorder une certaine « indépendance ».

Mais c'est la liberté d'un rouage dans une machine, qui peut certes tourner sur lui-même et maintenir la machine en marche, mais sans initiative propre. L'indépendance ne suffit donc que tant que les structures ou la position monopolistique de l'organisation ne sont pas mises en question. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si la campagne pour le désarmement

(marche de Pâques) a refusé à *DIREKTE AKTION* l'emploi de l'emblème antiatomique sur sa page de couverture sous le prétexte de ce monopole.

L'initiative du travail pacifiste passant de l'individu à la bureaucratie, cela signifie qu'un fonctionnariat exerce, avec une administration indépendante, interchangeable avec celle de n'importe quelle société de tir, un contrôle total sur le travail et le développement de l'organisation. L'action créatrice et la recherche de nouvelles voies pour le travail pacifiste se heurtent au règlement de l'appareil bureaucratique.

Les responsables de ces inconvénients ne sont évidemment pas les seuls fonctionnaires.

Il est bien clair que la passivité de la plupart des membres de groupes locaux a mené tout droit au centralisme. D'ailleurs, des groupes déjà faibles peuvent être maintenus en vie plus facilement avec l'aide d'une bureaucratie organisée. Mais il faut mettre en lumière le fait que c'est la forme d'organisation des associations pacifistes qui a provoqué en grande partie le manque de vitalité et de vivacité des membres.

Le refus qu'exprime le sommet de la hiérarchie de transférer à la base la responsabilité d'un bon travail pacifiste ôte au membre individuel la confiance dans ses sentiments impulsifs et dans ses capacités créatrices.

Revenons-en à *DIREKTE AKTION*. Il est possible que les choses soient allées particulièrement mal à Hanovre, peut-être la vie des groupes pacifistes est-elle plus animée et plus créatrice dans les autres villes d'Allemagne fédérale.

Je ne parle pas du nombre des adhérents, mais de l'impression profonde de ceux qui participent au travail. Des conversations avec d'autres amis m'ont cependant assuré que ces circonstances ne sont pas limitées localement.

À Hanovre s'établirent donc une discussion et une correspondance avec des amis d'Allemagne et de l'étranger. Où le mouvement pacifiste traditionnel fait-il échec ?

Que peut-on opposer à la bureaucratie des organisations pacifistes ?

Qu'est-ce qu'une action directe ?

Comment lier et renforcer les contacts internationaux ?

Une question néanmoins resurgissait sans cesse : pourquoi ne pas créer un organe qui offrirait la possibilité de mener la discussion sur une base plus large ?

Cet organe fut *DIREKTE AKTION*. Et voici ses tâches propres :

1. Discussion sur la question : une action directe non violente est-elle le moyen approprié de remporter des succès locaux sur l'appareil totalitaire de l'Etat et de l'armée ?

2. Dépassement de l'action pacifiste monopolistique dont la bureaucratie aliène l'individu à l'idée de paix.

3. Tentative de réorienter le mouvement pacifiste selon des normes décentralisées.

4. Formation d'un groupe local. Ce groupe réduit revêt une signification particulière en servant de champ d'expérience pour des tentatives analogues en Allemagne fédérale.

Un groupe qui, à mon avis, ne doit pas compter plus de dix ou quinze membres peut fournir un travail considérable. Je voudrais ici expliquer quelles sont ses possibilités :

1. Travail pacifiste intensif, hors de toute bureaucratie.

2. Vie communautaire plus stable, puisque le groupe reste un cercle d'amis grâce à son nombre restreint.

3. Réalisation d'une démocratie directe et libertaire dans le cadre du groupe, puisque statuts et charte sont inutiles.

Les possibilités qui conduisent d'une communauté de travail à une communauté plus large ne peuvent être qu'indiquées et non discutées ici.

Il faut le dire clairement, le cercle qui soutient DIREKTE AKTION n'est pas encore sorti du stade de la discussion. Ce que nous avons obtenu est d'avoir gagné de nouveaux amis qui s'intéressent aux questions posées dans cet essai. De plus, nous avons affermi notre groupe à travers le travail commun. Nous entreprenons aussi maintenant des actions propres. Je ne sais où cela nous conduira ; je me permets néanmoins de parler au nom de mes amis en disant qu'à côté des succès nous avons aussi prévu des contre-coups dans notre travail.

Joachim DUNZ.



COURRIER COURRIER COURRIER

**DE
JEAN POLET
LILLE**

Dans vos articles sur les marches vous êtes incomplets sur celle Lille-Lomme. En fait, la manifestation étant interdite, nous voulions passer outre à l'interdiction. Mais ce jour-là, à cause d'une grève des transports urbains, nous étions peu nombreux au départ, autant de manifestants que de flics à peu près. Aussi, nous avons décidé de faire autre chose, mais pas un meeting. Puisque la manifestation était interdite à cause de la venue d'un ministre, nous allions manifester devant le ministre lui-même. Avec une quinzaine de copains bien décidés, nous avons donc pénétré dans le hall d'honneur de la foire commerciale en cachant nos pancartes et tracts sous les manteaux et anoraks (très pratiques). Quand le ministre est arrivé au son des flonflons des fanfares, nous avons levé nos pancartes et jeté nos tracts à la volée. Le service d'ordre étant très restreint et uniquement composé d'officiers supérieurs assez gras et lourds (ils n'avaient pas prévu cette manifestation), nous avons pu nous sauver, sauf un copain qui a été gardé l'après-midi, puis relâché sans suite.

Nous avons eu du succès et, le lendemain, au lieu de publier des photos du ministre, les journaux publiaient les photos de la manifestation.

**D'ARTHUR
MENDES-GEORGE
HOLLANDE**

*Nous avons extrait de cette longue lettre
les passages qui nous semblaient les plus intéressants*

(...) Dans un article paru dans notre mensuel anarchiste « De Vrije » j'ai décrit maints extraits de cette partie de la brochure (Kerke en Vrede : l'Eglise et la paix) qui traite de l'aspect éthique de la non-violence. Entre autres choses, j'ai montré que, d'après moi, seule la résistance non violente a une chance solide, et qu'il existe un certain respect de l'adversaire. Il m'a toujours semblé que le succès des activités de Gandhi reposait en partie sur le concept britannique de « fair play » qui ne permit que de l'emprisonner mais non de le blesser ni de le tuer. Je ne peux imaginer aucun succès émanant d'une résistance non violente contre, par exemple, l'occupation germano-nazie des Pays-Bas. Les Allemands ne respectaient pas leurs adversaires, ils n'hésitaient pas à massacrer des groupes de gens tout à fait innocents uniquement pour venger quelque attentat perpétré contre la vie d'un officier allemand. Je crains que, si une non-violence réellement active avait été pratiquée pour s'opposer à l'un des cruels et injustes « Verordnungen » allemands, les Allemands n'auraient pas hésité à ouvrir le feu sur la masse des manifestants pacifiques, et c'en aurait été fini. Ou alors ? Je ne peux imaginer que les activistes les plus acharnés de la non-violence auraient préconisé la mise en place de nouveaux groupes pour remplacer ceux qui étaient tombés, et ceci ad libitum. Ceci ne serait-il pas aussi une forme de violence ? De toute façon, massacrés, ils l'auraient été, jusqu'au dernier, et qu'auraient-ils gagné ? (...)

A mon avis, voici où la non-violence tourne court : quand il s'agit de résister à une violence directe et cruelle basée sur la terreur ou sur l'absence de respect pour le voisin ou le camarade humain. Je ne vois pas la non-violence changer le régime de Verwoerd ; je n'imagine pas davantage Castro apportant des changements dans son pays (je n'engage pas ici mon opinion sur Castro) en faisant une manifestation pacifique dans les rues conduisant au quartier général de Battista. Bien que je sache, et reconnaisse qu'une grande grève aide les objectifs castristes.

Il est vrai que la grève générale peut entraîner une situation révolutionnaire, mais je n'ai jamais vu un fait semblable. S'il m'arrive alors de me demander pourquoi les grèves sont toujours locales et pour des améliorations directes, et jamais générales et pour des buts élevés, je crains que le bien-être matériel, que beaucoup d'Etats essaient d'une façon ou d'une autre d'apporter à leurs populations laborieuses, ne vienne pour longtemps diminuer l'idée de grève comme moyen d'accès à un but général. Le travailleur est si content de ses nouveaux jouets : sa radio, son automobile, son récepteur de télévision...

QUELQUES DONNÉES FONDAMENTALES

— Les structures de la société actuelle sont essentiellement étatiques ; elles ne peuvent se maintenir que par l'autorité et la violence.

— Les anarchistes préconisent la disparition de l'Etat ; ils proposent une société sans autorité ou la violence ne se manifesterait plus dans les rapports sociaux.

— Face au pouvoir et à l'autorité, les anarchistes ont apporté des solutions libertaires (fédéralisme, syndicalisme, etc.) ; mais en opposant la violence à la violence, ils l'ont ainsi légitimée.

— De toute façon, devant le gigantisme actuel des forces répressives et la mise en condition psychologique, la violence insurrectionnelle paraît impuissante.

— Les méthodes non violentes paraissent être le moyen d'action le plus conforme aux théories anarchistes ; elles constituent une force qui permet d'éviter les conséquences autoritaires de la violence.

— L'action directe non violente a surtout été utilisée par des groupements religieux, généralement avec succès, mais la non-violence n'est pas plus d'essence religieuse que la violence est anarchiste et athée. C'est pourquoi il est nécessaire d'étudier et de mettre en pratique ces formes d'action.

Nous posons donc la primauté de la non-violence et estimons que le ralliement à « Anarchisme et non-violence » devrait impliquer l'emploi de la non-violence tant dans l'action sociale que dans le comportement individuel.